

MINISTERE DES MINES /
ET DES CARRIERES

SECRETARIAT GENERAL /

DIRECTION GENERALE
DU CADASTRE MINIER

BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

Arrêté N° **17 / 158** /MMC/SG/DGCM
Portant renouvellement de l'autorisation
d'exploitation artisanale traditionnelle du site
aurifère de SAKOU, situé dans la Province du
Bam, à La société COMPTOIR DES METAUX
PRECIEUX (CMP) SARL.

LE MINISTRE DES MINES ET DES CARRIERES

Visa CF N°418

- VU la Constitution ;
- VU la loi 036-2015/CNT, du 26 juin 2015 portant code minier du Burkina Faso;
- VU le décret n° 2016-001/PRES du 06 janvier 2016, portant nomination du Premier Ministre;
- VU le décret n°2017-075/PRES/PM du 20 février 2017, portant remaniement du Gouvernement;
- VU le décret n° 2016 - 027/PRES/PM /SGG - CM du 23 février 2016, portant organisation type des départements ministériels ;
- VU le décret n°2017-0148/PRES/PM/SGG-CM du 23 mars 2017, portant attributions des membres du Gouvernement;
- VU le décret n° 2017-221/ PRES/ PM/MMC du 24 avril 2017, portant organisation du Ministère des Mines et des Carrières;
- VU le décret n° 2017 - 0036/PRES/PM/MEMC/MATDSI/MINEFID/MEEVCC/MCIA , du 26 janvier 2017, portant gestion des titres miniers et autorisations;
- VU le décret n° 2017-023/PRES/PM/MEMC/MINEFID du 23 janvier 2017, portant fixation des taxes et redevances minières;
- VU l'Arrêté n°2015-247/MME/SG/DGCM du 19 août 2015 portant organisation attributions, et fonctionnement de la Direction Générale du Cadastre Minier ;
- VU l'arrêté n° 2002/056/MCE/SG/DGMGC du 23/07/2002 portant définition des formes des rapports d'activités des titulaires des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002/057/MCE/SG/DGMGC du 23/07/2002 portant définition des types de repère des sommets des périmètres des titres miniers et des autorisations ;
- VU l'arrêté n°2002/058/MCE/SG/DGMGC du 28/07/2002 portant disposition applicables à la publicité relative à la libération de terrains objets de titres miniers et d'autorisations ;
- VU la décision n° 2014/046/MME/SG/DGMG du 12 novembre 2014 portant octroi de l'autorisation d'exploitation artisanale traditionnelle du site aurifère de SAKOU ;

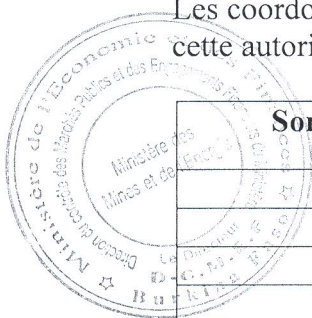
- VU la demande de de la société **COMPTOIR DES METAUX PRECIEUX (CMP) SARL** enregistré le 19/12/2016;
- VU la lettre n°017-00201/MMC/SG/DGCM du 21/06/2017 portant invite à payer des droits fixes d'octroi ;
- VU la quittance n°313019 du 30/06/2017 de paiement effectif des droits de renouvellement fixés à un million (1000 000) Francs CFA.

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est renouvelé, l'autorisation d'exploitation artisanale traditionnelle pour l'or du site de SAKOU, situé dans le Département de Kongoussi, Province du Bam, à la société **COMPTOIR DES METAUX PRECIEUX (CMP) SARL**.

ARTICLE 2 : La superficie de l'autorisation d'exploitation objet de la présente décision est de 1 km².

Les coordonnées cartésiennes (X, Y) en UTM des sommets du périmètre de cette autorisation sont les suivantes :



Sommets	X	Y
A	647 240	1 477 392
B	648 240	1 477 392
C	648 240	1 476 392
D	647 240	1 476 392
Ellipsoïde : Clark 1880 Datum : Adindan Zone 30 N		

ARTICLE 3 : Le présent arrêté est valable pour une durée de deux (02) ans à compter de sa date de signature.

Elle n'est renouvelable que si le bénéficiaire est en règle au regard de la législation minière, de ses obligations fiscales et sous réserve de l'accord du détenteur du permis de recherche couvrant cette zone.

ARTICLE 4 : La société **COMPTOIR DES METAUX PRECIEUX (CMP) SARL**, bénéficiaire de l'autorisation d'exploitation artisanale, doit exploiter les substances minérales de façon rationnelle en respectant les normes de sécurité et d'hygiène, de préservation de l'environnement et de commercialisation des produits conformément à la réglementation en vigueur. L'utilisation des explosifs pour l'extraction et celle des produits chimiques pour la concentration sont prohibées.

La société **COMPTOIR DES METAUX PRECIEUX (CMP) SARL**, a l'obligation de remettre en état le site exploité. *AT*

ARTICLE 5 :

La société **COMPTOIR DES METAUX PRECIEUX (CMP) SARL**, bénéficiaire de l'autorisation d'exploitation artisanale, est tenu d'adresser à la Direction Générale du Cadastre Minier, un rapport d'activités au terme de chaque trimestre calendaire et un rapport d'activités au terme de l'année calendaire. Le contenu de ces rapports doit être conforme à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6 :

La société **COMPTOIR DES METAUX PRECIEUX (CMP) SARL** a l'obligation d'interdire l'accès du site aurifère aux enfants de moins de 18 ans.

ARTICLE 7 :

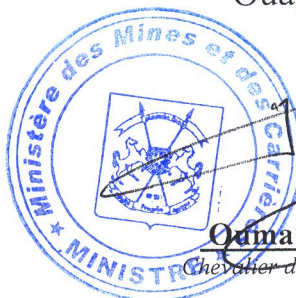
Le présent arrêté prend effet pour compter de sa date de signature et sera publiée au journal Officiel du Faso et partout où besoin sera.

Ampliations :

- 1- SP/CABINET
- 1-ITS
- 2-DGCM
- 1- DGMG
- 1-BUMIGEB
- 1- DGD/MINEFID
- 1-DGI / MINEFID
- 1-INTERESSE
- 1- GOUVERNORAT CENTRE NORD
- 1- HC du Bam
- 1- PREFECTURE DE Kongoussi
- 1- MAIRIE DE LA COMMUNE DE Kongoussi
- 1 - J.O.
- 1 - CLASSEMENT.

Ouagadougou, le

04 OCT 2017



Qamarou IDANI

Chevalier de l'Ordre National